



L'INSÉCURITÉ SOCIALE EN MILIEU RURAL EN ISÈRE

Quelles sont les ressources mobilisées
par les personnes
pour tenir et essayer de s'en sortir ?

PFOSS – 21/03/24

RAPPEL DES ENJEUX DE LA PRÉCÉDENTE PRÉSENTATION PFOSS

ORIGINE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Questionnement autour de l'écart des sollicitations entre les associations et les institutions lors de la crise sanitaire

Suite au diagnostic social métropolitain, une volonté d'aller interroger le milieu rural

Département chef de file de l'action sociale, des plans et schémas structurant l'action, enclencher une dynamique de travail avec l'ensemble des directions

Volonté d'ancrer l'action départementale encore plus en prévention et de mieux repérer les invisibles

MÉTHODOLOGIE

CONFRONTER LE QUANTI ET LE QUALI

Analyses stat

- 1 typologie rural=>urbain
- 1 étude mesurant la précarité économique des communes rurales / stat publique
- 1 analyse du profil des publics accueillis et aidés par l'action sociale départementales
- 1 analyse sur les trajectoires des foyers allocataires RSA depuis 2017

Enquête Insee

Note d'analyse
« Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire »
 Date de publication et conférence de presse le 13 Juillet



Focus-group de pro

45 professionnels ou bénévoles rencontrés (institutionnels et associatifs)
33 structures territoriales
4 territoires
 TOI, TBV, TSG, TIR
 Des restitutions de l'étude amorcées, des temps de travail dédiés.

Entretiens habitants

80 contacts sur 3 territoires ruraux
52 entretiens réalisés
Des tournées en maraudes; des présences en permanences; des RV aux CCAS; chez les gens...

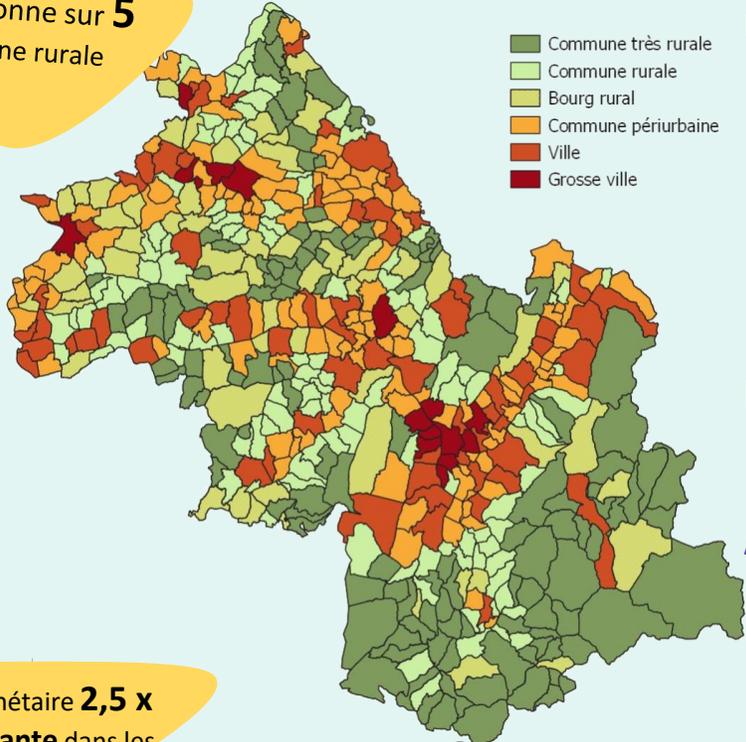
Des personnes fragiles socialement, autour de trois profils : jeunes, retraités et personnes actives

	Actifs	Jeunes	Retraités	Total
Bièvre	5	2	3	10
Oisans	11	3	6	20
Sud Grésivaudan	10	8	4	22
Total général	26	13	13	52

Cible : des personnes en insécurité sociale qui sont à des moments de transition dans leur vie

D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR « L'INSÉCURITÉ SOCIALE »

1 personne sur **5** vit en zone rurale



Taux de pauvreté selon la typologie des communes

Une pauvreté en hausse en Isère comme en France (11,8 % ; +0,5)



Des disparités entre les territoires urbains et les territoires ruraux (17 % vs 7 %)

Au-delà de la pauvreté monétaire, approche qualitative pour rendre compte...

- Des parcours des personnes
- Des privations et arbitrages budgétaires
- Du sentiment d'insécurité sociale
- Des ressources mobilisées par les personnes pour s'en sortir
- De l'accès aux droits et services



Pauvreté monétaire **2,5 x plus importante** dans les grosses villes



D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR « L'INSÉCURITÉ SOCIALE »

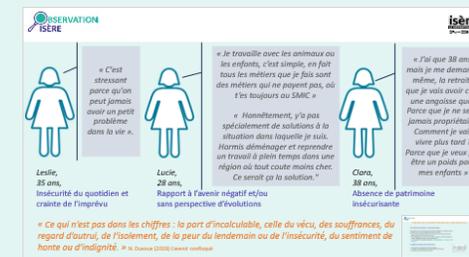
Un continuum de situations « d'insécurité sociale »

Des situations qui ne se résument pas à la dimension objective, monétaire (seuil de pauvreté), mais qui doivent intégrer l'expérience subjective

- De nombreuses situations de personnes au-dessus du seuil de pauvreté et/ou faisant des allers-retours autour de ce seuil
- Des situations peu ou mal couvertes par l'aide et l'action sociales (au regard des critères d'éligibilité), terreau d'un ressentiment fort
- Les ressentis sur les situations financières : « **catastrophique** », « **je suis sur le fil du rasoir** »

Le rapport au temps comme clé de lecture

- L'insécurité du quotidien et la crainte de l'imprévu
- Un rapport à l'avenir négatif et/ou sans perspective d'évolutions
- Une absence de patrimoine insécurisante



LA PRÉCARITÉ EN MILIEU RURAL : DES DETERMINANTS TERRITORIAUX QUI AMPLIFIENT LES DIFFICULTÉS ?



Une offre territoriale lacunaire et inégalement répartie sur le territoire

- Une offre restreinte et des habitants dépendants des villes centres
 - Moindre présence des services sociaux, commerces, équipements de santé, culturels, etc.
 - Bassin d'emploi dispersé, peu diversifié et moins qualifié
- La précarité alimentaire amplifiée par le coût de la mobilité



Mobilité : la difficulté à répondre à un « besoin vital »

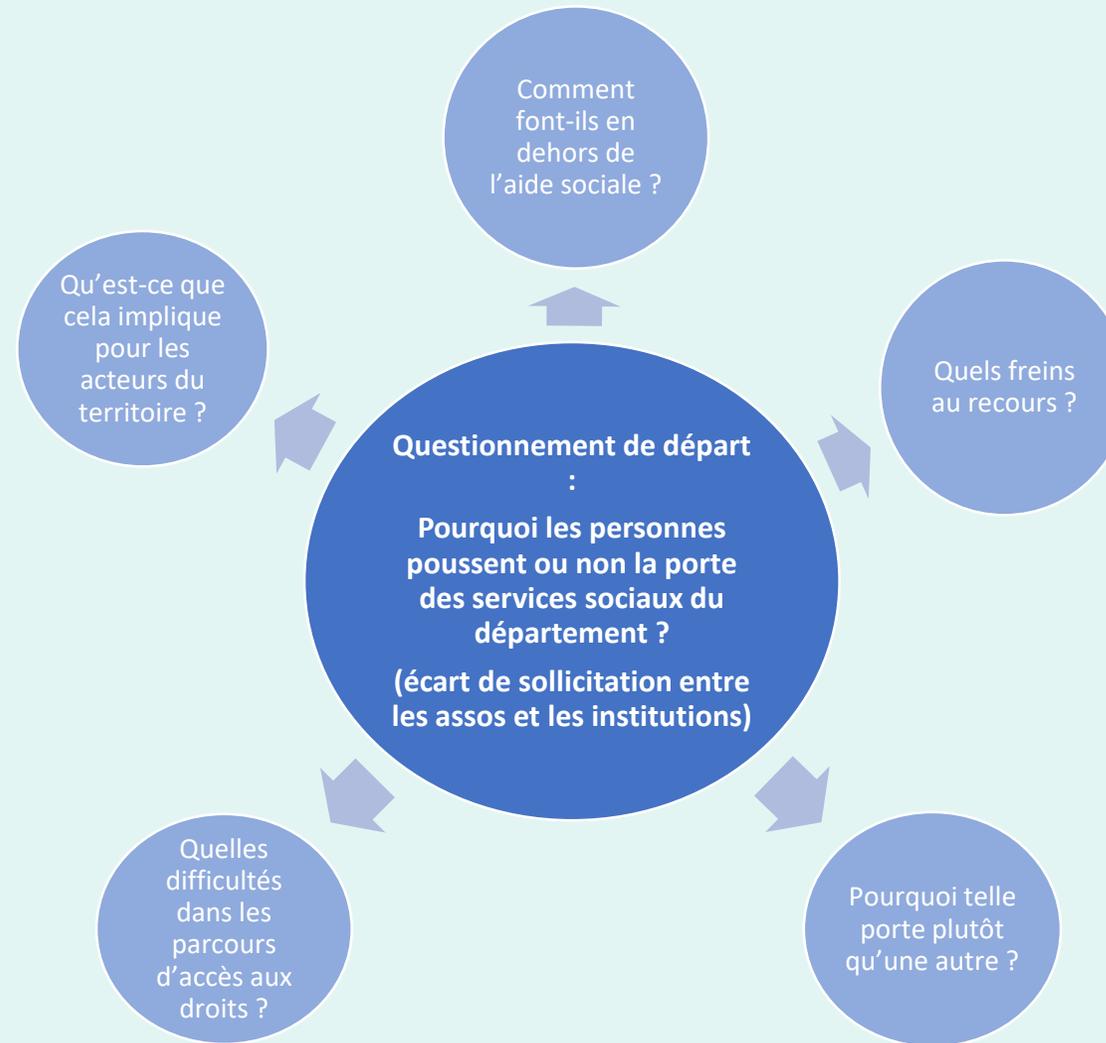
- L'éloignement par rapport aux ressources du territoire induit des besoins de mobilité importants
- Forte dépendance à la voiture individuelle / zones peu denses en transport en commun
- Cout associé, état des véhicules



Habitat : une offre limitée et des problématiques énergétiques

- Une offre très contrainte, peu de T1, de logements sociaux, de logements adaptés aux personnes vieillissantes, etc.
- Une offre de logement exposée à la précarité énergétique et à l'insalubrité

QUELLES SONT LES RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES PERSONNES POUR TENIR ET ESSAYER DE S'EN SORTIR ?



PLAN DE L'INTERVENTION

Les stratégies et ressources des habitants en dehors de l'action sociale

La débrouille : des stratégies individuelles pour gérer les ressources

La solidarité informelle : l'entraide avant le recours aux institutions ?

Accès aux droits et non-recours

Les facteurs de non-recours

Du non-recours à la demande d'aide

Les parcours d'accès aux droits et services

STRATÉGIES DE DÉBROUILLE : DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES POUR GÉRER LES RESSOURCES

Quelles stratégies de priorisation des dépenses ?

- Les ménages les plus précaires consacrent une plus grande partie de leurs budgets en dépenses contraintes (pré-engagées + dépenses nécessaires).
 - Pour certains, c'est d'abord le logement. On règle les factures, puis les dépenses alimentaires, de santé, ou liées à l'éducation deviennent variables d'ajustement.
 - Dans d'autres cas, les propositions d'emploi s'étudient minutieusement, en intégrant le coût de l'essence, de l'éventuelle vêtiture professionnelle, les frais de garde, les horaires décalés...



Stratégies pour diminuer les dépenses :

- limitation de la consommation (charges courantes, alimentation etc.)
- Les stratégies d'accès à l'alimentation croisées aux mobilités
- La récupération et la seconde main (vestimentaire, équipement, ameublement)
 - Une multiplicité des lieux, parfois grâce au travail
- Continuer d'acheter en évitant le crédit ou le découvert : étaler ses dépenses et payer en plusieurs fois
- Dépense d'énergie (fioul, granulés) lorsque les prix sont bas...
 - Lorsque l'épargne le permet « *c'est toujours pareil : moins on a de sous, plus on se punit !* »



Des stratégies pour augmenter ses ressources :

- Légalement (revente)
- Temporairement (mise au clou municipal = prêt sur gage)
- Hors de la légalité (travail au noir, "triche" CAF)

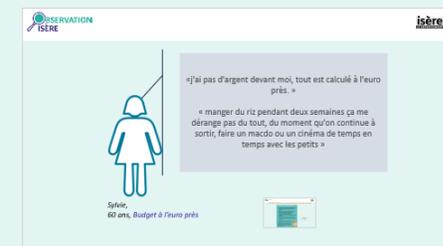


STRATÉGIES DE DÉBROUILLE : DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES POUR GÉRER LES RESSOURCES

Denis Colombi : « Où va l'argent des pauvres »

- ✓ Le sociologue Denis Colombi dévoile la rationalité des pratiques économiques des pauvres, elle qui est souvent jugée au prisme de celle des classes moyennes et supérieures.
- ✓ Il argue qu'en matière de consommation ou de gestion de budget, les comportements adoptés par les personnes qui ne disposent que de très peu de ressources sont tout à fait justifiables et compréhensibles pour peu qu'on accepte de se mettre à leur place.
- ✓ *« Gérer un budget en situation de pauvreté, ce n'est pas seulement devoir faire attention, ou se dire qu'on se payera ça le mois prochain ou lorsque l'on aura quelque chose à fêter. »*

La logique de la pauvreté est d'abord celle du sacrifice permanent. Abandonner une activité, une consommation, un choix qui, à d'autres, apparaîtrait facilement indispensable, avec l'espoir que l'on n'aura pas à se sacrifier pour autre chose encore »



LA SOLIDARITÉ INFORMELLE : L'ENTRAIDE AVANT LE RECOURS AUX INSTITUTIONS ?

Une aide précieuse sur laquelle pas tout le monde ne compte

- La solidarité familiale (conjoint, parents, enfants, fratrie, etc.) ; mais aussi entre voisins, amis voire inconnus
 - Ceux qui ne peuvent pas (entourage précaire, isolement)
 - Ceux qui ne veulent pas (honte, redevabilité)



Trois grandes dimensions de la solidarité informelle :

- Les aides financières et matérielles
 - L'importance de la solidarité familiale intergénérationnelle
- Le soutien moral et affectif
 - Le maintien du lien social est essentiel
 - L'impact moral lorsqu'il vient à manquer
- L'échange ou le don de service : une mosaïque de pratiques observées

- Mobilité (mutualisation des frais d'essence pour les courses ou l'aide alimentaire, prêt de véhicule, chauffeur qui ne fait pas payer le bus)
- Hébergement
- Aide administrative
- Informatique (donner accès à du matériel, aide aux démarches)
- Alimentation (dons, prise de repas chez des proches, échange contre un autre service)
- Garde d'enfant
- Discussion pour se donner les tuyaux (bouche à oreille, discussion sur des forums et groupes Facebook/réseaux sociaux.)
- Etc.

De l'importance de donner en retour :

- La réciprocité + exemple du SEL



Un intérêt pour les acteurs institutionnels à penser et organiser la complémentarité entre solidarité informelle et solidarité institutionnalisée ?

LA SOLIDARITÉ INFORMELLE : L'ENTRAIDE AVANT LE RECOURS AUX INSTITUTIONS ?

Le système d'échange local (SEL) : une solidarité informelle organisée

- ✓ Le SEL est un système d'échange de service et/ou de bien au sein d'un groupe de citoyens. Il existe de nombreux groupes d'échanges locaux en
- ✓ Une charte, « L'esprit du SEL », qui affirme : « *Le SEL est un système d'échange qui s'inscrit dans la perspective d'une alternative au système économique actuel. Par sa réflexion et ses pratiques, il participe à la transition vers une société plus juste, respectueuse des êtres humains et de l'environnement.* ».
- ✓ La réciprocité et le lien social généré par les SEL sont des marqueurs forts de cette forme de solidarité quasi-institutionnalisée.
- ✓ Françoise, 76 ans, est membre du Système d'Echange Local (SEL) de sa commune :

« *Il est pas question de sous, on paye une très petite adhésion, 5 euros par ans, c'est juste ça permet de payer l'assurance, et après c'est un système, on a un site internet, on voit les offres et les demandes par mail, on se voit une fois par mois, c'est très convivial...* ».



PLAN DE L'INTERVENTION

Les stratégies et ressources des habitants en dehors de l'action sociale

La débrouille : des stratégies individuelles pour gérer les ressources

La solidarité informelle : l'entraide avant le recours aux institutions ?

Accès aux droits et non-recours

Les facteurs de non-recours

Du non-recours à la demande d'aide

Les parcours d'accès aux droits et services

ACCÈS AUX DROITS ET NON-RECOURS

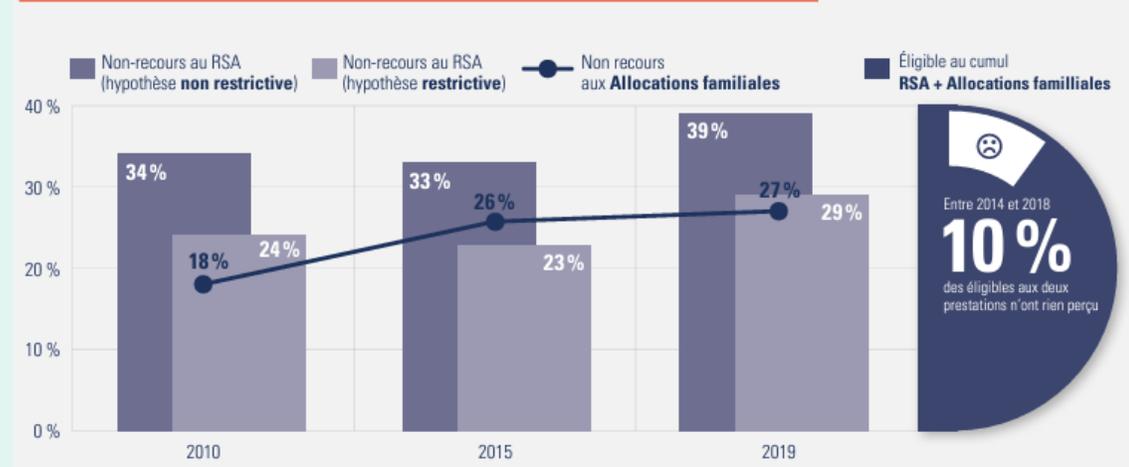
Le non-recours : un phénomène massif et préoccupant

- Des niveaux importants (34% RSA, 25% Allocations familiales...) et une tendance à la hausse
- Des niveaux de recours qui dépassent ceux de la « fraude » aux prestations (plusieurs dizaines de milliards vs 2,3 milliards, 3 à 5 milliards pour le seul RSA)

... auquel s'ajoute la « non-réponse » institutionnelle

- Les précarités rurales : une hétérogénéité des situations renforcée par les effets de territoire
- Un dénominateur : des personnes qui ne « bouclent pas » leur budget
- De la « fin de carrière sociale » à l'absence de droits
- Le poids des réformes structurelles (chômage, retraites...) : *exemple du travail saisonnier*

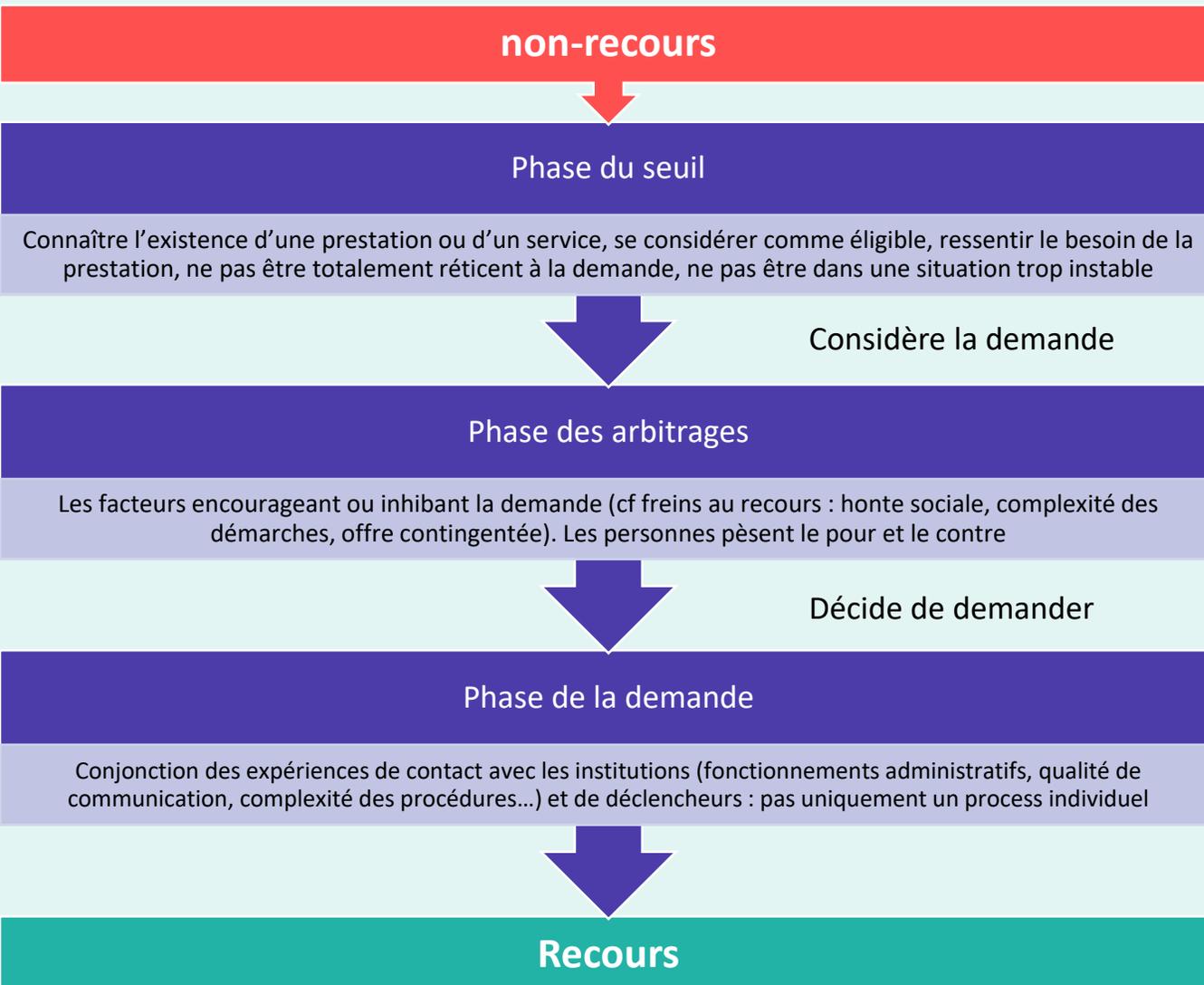
NON-RECOURS D'APRÈS LES DONNÉES ANNUELLES (2010-2019) DU SECOURS CATHOLIQUE



« Non-recours : une dette sociale qui nous oblige », ODENORE ET SECOURS CATHOLIQUE, 2021.

LA MOBILISATION DES AIDES : UNE DÉMARCHE PROCESSUELLE

Modèle dynamique de la perception d'une prestation (Van Oorschot, 1996) version simplifiée



Demander une aide et/ou un accompagnement. Une approche par les "déclics" (Vial, 2022) :

- **Déclic « accidentel » :** La dégradation de la situation financière, les besoins alimentaires croissants et/ou urgents, notamment l'impossibilité de nourrir ses enfants ou de manger régulièrement
- **Déclic « biographique » :** évènement positif comme la mise en couple, déménagement ; la rencontre d'un professionnel ou d'un bénévole
- **Déclic « identitaire » « processuel » :** un processus de réflexion, le sentiment d'avoir changé



Dans son modèle dynamique, V. Oorschot montre que **parfois, plusieurs tentatives sont nécessaires pour franchir les différentes étapes**, avec des processus de « ré-entrée », où les changements sont graduels, fruits de plusieurs évènements déclencheurs, de l'évolution du besoin, du niveau d'information, suite à des conseils, des encouragements...

ACCÈS AUX DROITS ET NON-RECOURS

La précarité : une exposition renforcée à l' « administration »

- Une dépendance accrue aux prestations sociales, donc aux démarches administratives qui y conditionnent l'accès

Une prégnance des précarités administratives, renforcée par des effets de territoire

- Une disparition de l'accueil physique des organismes nationaux : CAF, CARSAT, CPAM, Impôts, Pôle emploi...
- Des institutions locales qui incarnent la porte d'entrée et le lien de proximité
- Des associations de solidarité qui combler les carences de l'aide sociale

LES FACTEURS DE NON-RECOURS

Une offre sociale de proximité limitée et mal connue

- La raréfaction des guichets d'opérateur sociaux (comme pôle emploi, la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse d'allocations familiale) renforce le rôle des acteurs institutionnels de proximité
 - « *On a de moins en moins de partenaires localement, tout repose sur les restants* »
- Une connaissance lacunaire des structures locales existantes.
 - Méconnaissance des compétences, avec des confusions possibles entre les institutions (CCAS, Département...)
 - Concrètement, les personnes ne savent pas toujours ce que pourrait leur apporter telle ou telle structure
- Les problèmes de lisibilité du « *millefeuille* » d'acteurs, de dispositifs et de compétences nuit aux bénéficiaires et aux acteurs du champs
- Une connaissance qui prend du temps, notamment pour les primo-demandeurs, avec l'importance forte du bouche-à-oreille



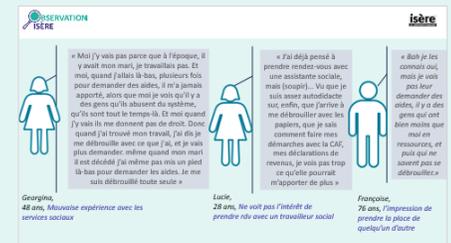
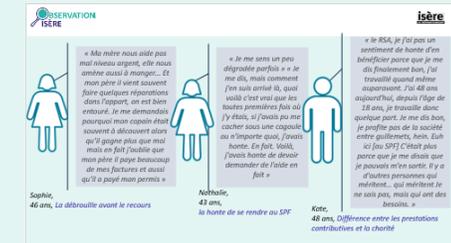
De quel « non-recours » parle-t-on ?

- ✓ Distinction entre **non-recours temporaire** (temps entre la période où on est éligible et où on recourt) et le **non-recours permanent** (pas de recours durant la période où on a été éligible)
 - ❖ Les personnes que nous avons rencontrées ont fini par recourir au à moins une aide, un droit, un service... Puisque c'est comme ça qu'on les a rencontrées !
- ✓ La question du non-recours... : A quoi ?
 Cette notion peut être utilisée à propos des aides sociales légales, des aides ponctuelles des collectivités locales, des aides caritatives...
 Les causes de non-recours et le sens de ces situations ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agisse du non-recours aux prestations contributives qu'aux prestations non contributives, de même que du non-recours aux aides proposées par les associations

LES FACTEURS DE NON-RECOURS

Les principales raisons du non-recours temporaire (les freins au recours)

- La mobilisation de ressources informelles (cf partie précédente)
- La stigmatisation sociale et l'exposition de soi dans un environnement proche
 - Moins d'anonymat en milieu rural, honte
 - Des freins plus marqués pour l'aide de nature assistancielle : l'exemple de l'aide alimentaire, un recours symbole de la perte d'autonomie et du déclassement
- Les représentations et expériences passées des services sociaux (lenteur de la prise de RDV...) et/ou du rôle des travailleurs sociaux
- Les représentations d'une offre contingentée, impliquant de laisser sa place aux situations plus difficiles que la sienne



Des cas de non-recours permanent :

- Non connaissance de la prestation, mauvaise perception de son éligibilité (exemple de la Complémentaire Santé Solidaire ou de la Prime d'activité)
- Non demande volontaire liée au décalage entre l'intérêt/la pertinence de la prestation et la complexité des démarches
- « Je me dis, voilà des fois, il y a des sommes tellement minuscules que ça vaut pas le coup de faire tous ces papiers là pour juste une petite aide [rires] »

DES INSÉCURITÉS DANS LES PARCOURS D'ACCÈS AUX DROITS ET SERVICES

De l'arbitraire bureaucratique... à l'agonie administrative

Le versement des prestations sociales est conditionné à des critères de ressources et de composition familiale/profil de ménage

Ressources

Profil de ménage

Les critères sont différents selon les prestations

RSA

APL

Prime d'activité

Allocations familiales

Etc.

Les modes de calculs des ressources et périodes de références diffèrent selon les prestations : enjeu des bases ressources

Revenu fiscal de référence, quotient familial, reste à vivre...

Déclaration trimestrielle de ressources (RSA, Prime d'activité), revenu des 12 derniers mois (APL), revenu à l'année N-2 (QF CAF pour aide aux vacances...)

Une complexité et manque de lisibilité de la protection sociale source d'insécurité dans les parcours

Une incompréhension de ce qui est considéré comme ressource

Un décalage entre les ressources prises en compte et la situation financière

Réforme APL/ARE : incertitude sur les conditions d'ouverture et les montant

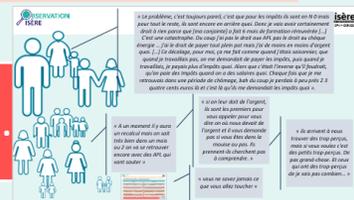
Une complexité pouvant décourager le recours aux droits

Instabilité des droits : de fréquentes discontinuité de droits

Insécurité générée par des changements de montants (ou arrêts), accentuée par des parcours familiaux et professionnels moins stables (précarisation du MT, séparations)

Des rappels de droits et des indus de la CAF (erreurs liées à la complexité des déclarations de ressources...)

Des conséquences financières, de l'instabilité dans les ressources, un sentiment d'injustice et d'arbitraire...

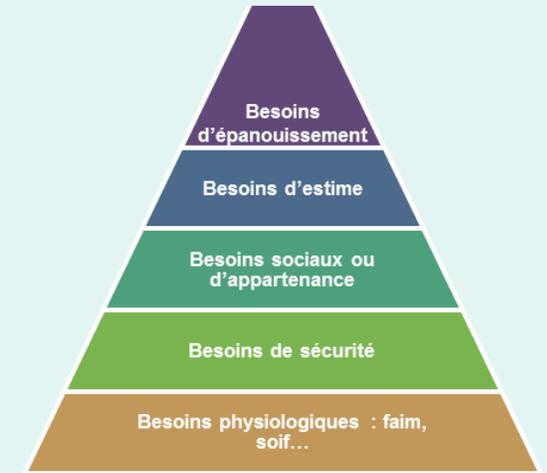


PARCOURS D'ACCÈS AUX DROITS : QUELS ENJEUX POUR LE DÉPARTEMENT ?

Et du point de vue des acteurs de terrains ?

Des retours en territoire pour des restitutions auprès des travailleurs sociaux du CD et des partenaires :

- Un sentiment de lassitude des diagnostics (« *So what ?* »)
 - Une attente forte de préconisations
 - Comment se saisir de diagnostic pour passer à l'action ? Où s'arrête le rôle de l'observation ?
 - Effet performatif de mener une étude : réunir les acteurs autour d'un diagnostic partagé pour favoriser l'interconnaissance, la proximité relationnelle et organisationnelle... => développer la réponse conjointe pour prendre en compte la dimension « systémique » de la précarité et sortir des effets de découpage des besoins

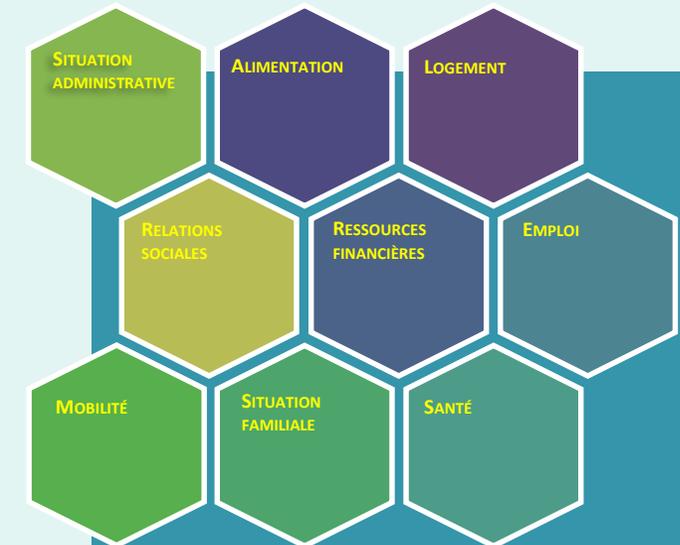


Modèle de Maslow : une hiérarchisation abusive des besoins humains

Enfin, on retiendra l'enjeu pour les acteurs du territoire à se coordonner pour accompagner les usagers et fluidifier leurs parcours entre les différentes institutions locales.

- **Lutter contre le non-recours « non-accompagnement » et « non proposition » ; quel que soit l'interlocuteur des habitants**

Enjeu de la détection des situations de difficultés, de la bonne orientation, et de comprendre les besoins sociaux parfois au-delà de ce que les personnes formulent explicitement



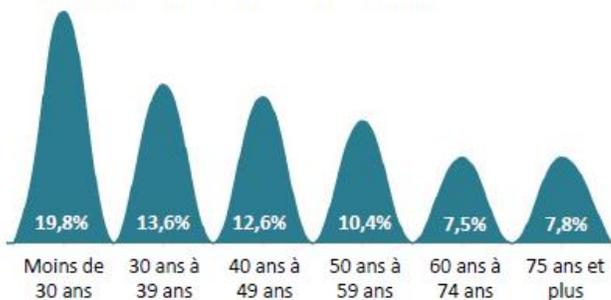
MERCI

PAUVRETÉ EN ISÈRE : ÉTAT DES LIEUX

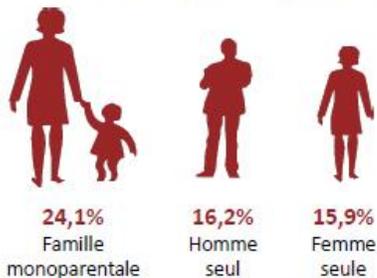


La pauvreté monétaire en Isère

PREMIERS TOUCHÉS : LES JEUNES

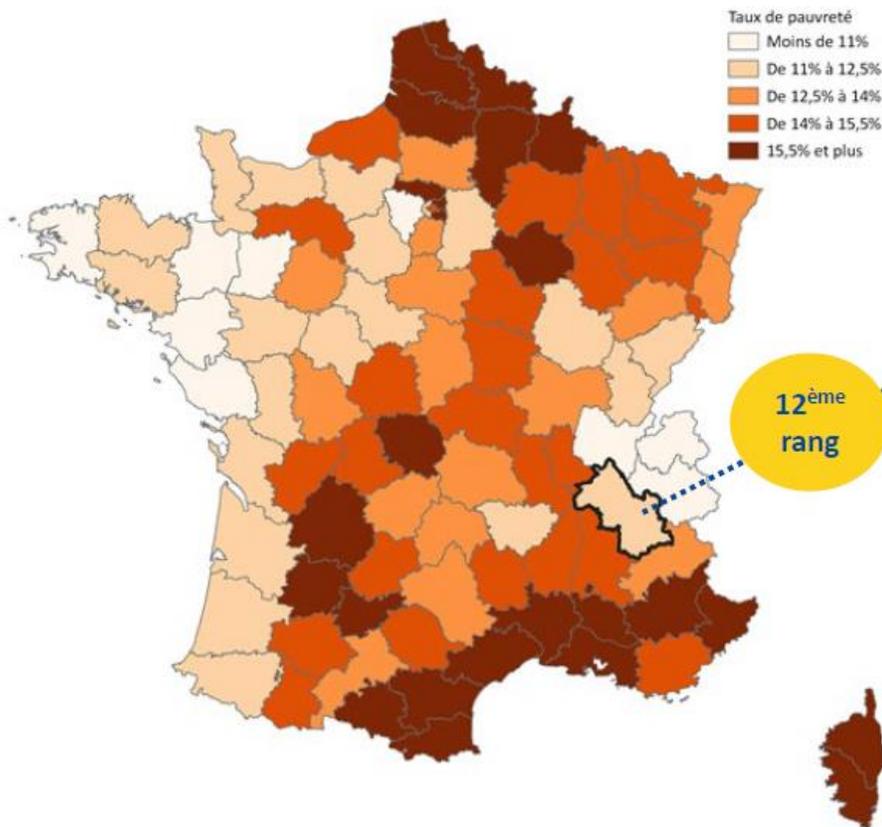


LES SITUATIONS FAMILIALES À RISQUE



Note de lecture : 24,1% des familles monoparentales se trouvent sous le seuil de pauvreté

TAUX DE PAUVRETÉ PAR DÉPARTEMENT



DES INÉGALITÉS ENTRE LE MILIEU RURAL ET URBAIN EN ISÈRE



7%
Communes rurales



17%
Grosses villes

11,3% DE LA POPULATION
SOIT 144 400 INDIVIDUS
VIVENT AVEC MOINS DE 1 180€



PAUVRETÉ EN ISÈRE : ÉTAT DES LIEUX

Pauvreté en France : mesures et réalités d'une notion complexe. Nicolas Duvoux, vie publique.fr

Les principales approches pour mesurer la pauvreté

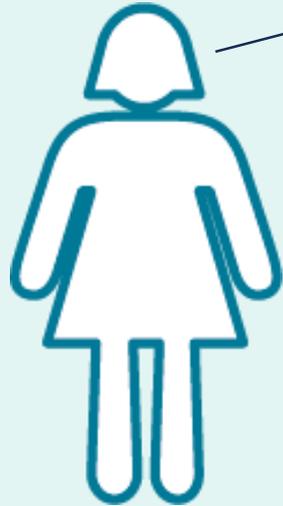
Absolue	Relative	En conditions de vie	Via un baromètre d'opinion	Institutionnelle
<p><i>Seuil monétaire absolu</i> Ou <i>Seuil défini à partir d'un panier de bien</i></p>	<p><i>Seuil monétaire (exemple : 60% du revenu médian)</i></p>	<p><i>Via un indicateur composite de privation matérielle et sociale)</i></p>	<p><i>Sentiment subjectif de pauvreté et d'insécurité sociale durable</i></p>	<p><i>L'action publique via les prestations sociales</i></p>





« C'est stressant parce qu'on peut jamais avoir un petit problème dans la vie ».

Leslie,
35 ans,
Insécurité du quotidien et crainte de l'imprévu



« Je travaille avec les animaux ou les enfants, c'est simple, en fait tous les métiers que je fais sont des métiers qui ne payent pas, où t'es toujours au SMIC »

« Honnêtement, y'a pas spécialement de solutions à la situation dans laquelle je suis. Hormis déménager et reprendre un travail à plein temps dans une région où tout coute moins cher. Ce serait ça la solution."

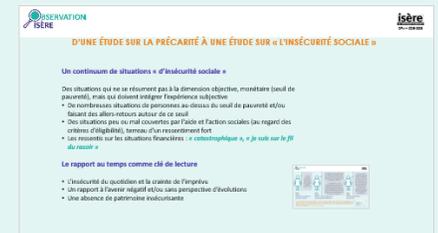
Lucie,
28 ans,
Rapport à l'avenir négatif et/ou sans perspective d'évolutions

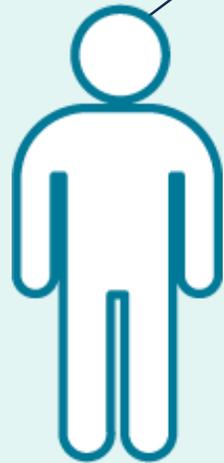


« J'ai que 38 ans, mais je me demande même, la retraite que je vais avoir c'est une angoisse quoi. Parce que je ne serai jamais propriétaire. Comment je vais vivre plus tard ? Parce que je veux pas être un poids pour mes enfants »

Clara,
38 ans,
Absence de patrimoine insécurisante

« Ce qui n'est pas dans les chiffres : la part d'incalculable, celle du vécu, des souffrances, du regard d'autrui, de l'isolement, de la peur du lendemain ou de l'insécurité, du sentiment de honte ou d'indignité. » N. Duvoux (2023) L'avenir confisqué





« C'est une station de ski, c'est pas une ville » ; « Si on veut des aides sociaux, faut aller soit à Bourg d'Oisans soit à Grenoble. Bon c'est sûr aller à Grenoble c'est pas... Faire 120km dans la journée c'est beaucoup ».

Jeremy,
41 ans,
Dépendance au villes centres





Laurent, 54 ans

«Et puis après on va chercher, on fouille quoi. On va des fois à Saint-Jean, des fois à Leclerc, en fait finalement, ce qu'on récupère en argent, on le paye en essence. C'est compliqué quoi »

Coût de l'alimentation indissociable du coût de la mobilité



LA PRÉCARIÉ EN MILIEU RURAL : DES DÉTERMINANTS TERRITORIAUX QUI AMPLIFIENT LES DIFFICULTÉS ?

- Santé** : Une offre territoriale limitée et inégalement répartie sur le territoire
 - Une offre réduite et des horaires réduits des lieux de soins.
 - Absence de services de soins, commerces, équipements de santé, etc.
 - Accès d'urgence limité, peu d'ambulances et moins que d'habitude.
 - La proximité d'établissements de soins par le biais de la mobilité.
- Mobilité** : la difficulté d'accéder à un « besoin vital »
 - Un manque par rapport aux ressources de territoire relatif au manque de mobilité.
 - Faible disponibilité de la voiture individuelle / accès peu diversifiés en transport en commun.
 - Coût associé, état des véhicules.
- Habitat** : une offre limitée et des problématiques énergétiques
 - Une offre très limitée, peu de T2, de logements sociaux, de logements adaptés aux personnes vulnérables, etc.
 - Une offre de logement exposée à la précarité énergétique et à l'insécurité.



Jeremy,
41 ans,

Bascule liée à la voiture

« Entre l'embrayage et le moteur, j'en ai eu pour presque 3000 euros, presque la valeur du véhicule »

« C'est la voiture qui m'a fait dégrader financièrement. Voilà, c'est tout ? Jusqu'à que jusqu'à que la voiture, elle tombe en panne j'arrivais à me gérer quoi. »

« c'est un besoin vital ».»



LA PRÉCARITÉ EN MILIEU RURAL : DES DÉTERMINANTS TERRITORIAUX QUI AMPLIFIENT LES DIFFICULTÉS ?

Une offre territoriale inégale et inégalement répartie sur le territoire

- Une offre restreinte et des habitants dépendants des villes centres
- Manque de services sociaux, commerces, équipements de santé, culturels, etc.
- Manque d'emploi disponible, sans diversité et moins qualifié
- La précarité administrative amplifiée par le coût de la mobilité

Mobilité : la difficulté à répondre à un « besoin vital »

- Un équipement peu adapté aux besoins de services (notamment des besoins de mobilité personnelle)
- Une dépendance à la voiture individuelle / zones peu denses en transport en commun
- Coût élevé, état des véhicules

Habitat : une offre limitée et des problématiques énergétiques

- Une offre très contrastée, peu de T3, de logements sociaux, de logements adaptés aux personnes vulnérables, etc.
- Une offre de logement exposée à la précarité énergétique et à l'insalubrité



*«Je vais sur Vizille quand je peux,
quand j'ai un frère qui m'emmène
mais c'est pas toujours facile.
J'aurais voulu trouver un autre
logement ailleurs. Parce qu'on est
trop coincé ici ». »*

*Gérard,
70 ans, **déménagement contraint, logement isolé***



« Avant, c'était stable on y arrivait c'était... Voilà, mais au jour d'aujourd'hui, avec tout ce qu'on doit dépenser pour les logements, pour la voiture, pour voilà l'eau, l'électricité, les loyers. On avait fait un calcul entre mon salaire, ce que je touchais et puis ce que je devais dépenser, il y avait pratiquement 1150€ qui partaient juste en frais »

Franck,
32 ans, *poids des dépenses contraintes*





« J'ai vu ça nulle part ailleurs :
[parlant de déchetteries en Oisans]
elles jettent pas. En fait il y a des
locaux de récupération, et ça je
trouve que c'est dommage qu'il n'y
ait pas ça partout en France. J'ai
refait ma vaisselle qui était pourrie,
j'ai trouvé un blouson de ski qui vaut
500 euros pour l'hiver, c'est bien que
ce soit mis en place ici ».

Lucie,
28 ans, *La récupération en déchetterie*





« Pour tricher un petit peu quand même pour pouvoir ne serait-ce percevoir un minimum le temps que je trouve un travail »

*Laurie,
28 ans, va se déclarer hébergée par son nouveau conjoint pour continuer de percevoir le RSA*





*Sylvie,
60 ans, Budget à l'euro près*

«j'ai pas d'argent devant moi, tout est calculé à l'euro près. »

« manger du riz pendant deux semaines ça me dérange pas du tout, du moment qu'on continue à sortir, faire un macdo ou un cinéma de temps en temps avec les petits »





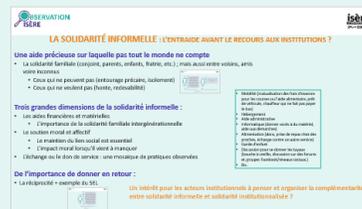
« Ben non justement. Moi ils sont tous ouvriers à droite à gauche, ou paysans... Ils ont tous un appartement adéquat et derrière on peut pas me dire tiens je te prends et puis je balance le canapé pendant 6 mois, c'est pas possible. Voilà. Du coup j'ai pas pensé à ça, j'ai fait outre, j'ai dit laisse tomber, je me démerde tout seul et je suis resté quelques semaines SDF quoi »

Paul,
62 ans, *personne chez qui être logé*



« j'en parle pas, j'en dis rien, ils ne savent pas ».

Marie,
66 ans, *n'a pas parlé de sa situation à son entourage*





« Ma mère nous aide pas mal niveau argent, elle nous amène aussi à manger... Et mon père il vient souvent faire quelques réparations dans l'appart, on est bien entouré. Je me demandais pourquoi mon copain était souvent à découvert alors qu'il gagne plus que moi mais en fait j'oublie que mon père il paye beaucoup de mes factures et aussi qu'il a payé mon permis »

Loana,
20 ans, Soutien financier des parents



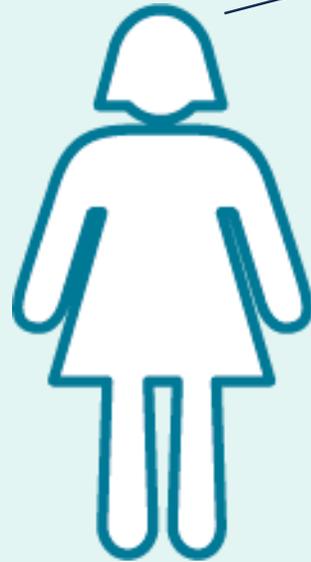
« J'ai de la chance d'avoir une fille qui peut m'aider ».

Françoise,
76 ans, Aidée par sa fille
(vacances, trajets, argents)



« Vivre seul, j'y arrive pas » ;
« mais j'ai mes amis sur Marseille, j'ai mon père sur Marseille, donc moi, ma solution c'est de revenir sur Marseille quoi, en espérant retrouver du travail. »

Jeremy,
41 ans, Souffre de l'isolement depuis qu'il habite en station



« C'est pesant dans le sens où j'aimerais bien être autonome et un jour être moi du côté de celui qui tend la main. Ce serait valorisant. Mais je suis pas dans une démarche d'autocritique et de jugement par rapport à moi parce que je profite de ces aides là. Si on commence à se culpabiliser pour ce genre de choses alors que la vie est déjà compliquée derrière. Faut accepter qu'on nous tende la main et être redevable en retour ».

Lucie,
28 ans, ne pas se culpabiliser et aider en retour





Marie, 66 ans

Importance du bouche à oreille

« Vous savez, entre nous on discute. Même au secours populaire, il y en a qui nous donne des trucs : tu verras, va là, c'est pas cher... [...] On se donne des petits tuyaux, on est tous dans la même situation, donc on a pas à se juger l'un et l'autre »





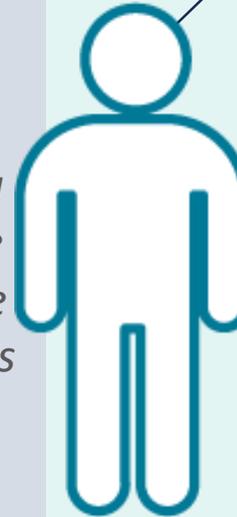
« Ma mère nous aide pas mal niveau argent, elle nous amène aussi à manger... Et mon père il vient souvent faire quelques réparations dans l'appart, on est bien entouré. Je me demandais pourquoi mon copain était souvent à découvert alors qu'il gagne plus que moi mais en fait j'oublie que mon père il paye beaucoup de mes factures et aussi qu'il a payé mon permis »

Sophie,
46 ans, *La débrouille avant le recours*



« Je me sens un peu dégradée parfois » « Je me dis, mais comment j'en suis arrivé là, quoi voilà c'est vrai que les toutes premières fois où j'y étais, si j'avais pu me cacher sous une cagoule ou n'importe quoi, j'avais honte. En fait. Voilà, j'avais honte de devoir demander de l'aide en fait »

Nathalie,
43 ans,
la honte de se rendre au SPF



« le RSA, je j'ai pas un sentiment de honte d'en bénéficier parce que je me dis finalement bon, j'ai travaillé quand même auparavant. J'ai 48 ans aujourd'hui, depuis l'âge de 18 ans, je travaille donc quelque part. Je me dis bon, je profite pas de la société entre guillemets, hein. Euh ici [au SPF] C'était plus parce que je me disais que je pouvais m'en sortir. Il y a d'autres personnes qui méritent... qui méritent Je ne sais pas, mais qui ont des besoins. »

Kate,
48 ans, *Différence entre les prestations contributives et la charité*



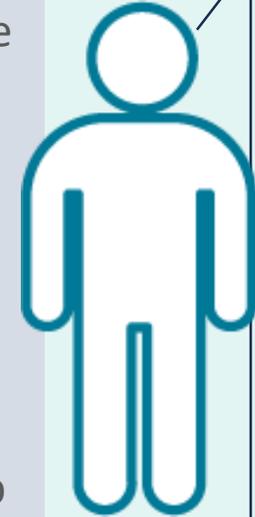
« Moi j'y vais pas parce que à l'époque, il y avait mon mari, je travaillais pas. Et moi, quand j'allais là-bas, plusieurs fois pour demander des aides, il m'a jamais apporté, alors que moi je vois qu'il y a des gens qu'ils abusent du système, qu'ils sont tout le temps-là. Et moi quand j'y vais ils me donnent pas de droit. Donc quand j'ai trouvé mon travail, j'ai dit je me débrouille avec ce que j'ai, et je vais plus demander. même quand mon mari il est décédé j'ai même pas mis un pied là-bas pour demander les aides. Je me suis débrouillé toute seule »

*Georgina,
48 ans, Mauvaise expérience avec les
services sociaux*



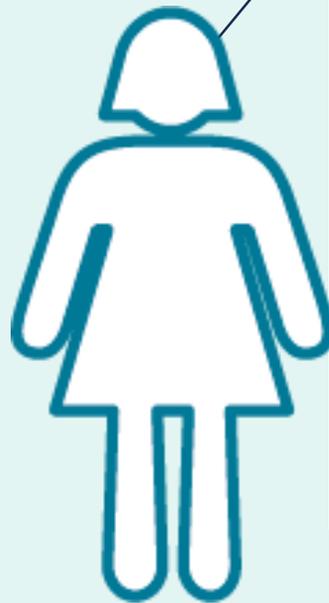
« J'ai déjà pensé à prendre rendez-vous avec une assistante sociale, mais (soupir)... Vu que je suis assez autodidacte sur, enfin, que j'arrive à me débrouiller avec les papiers, que je sais comment faire mes démarches avec la CAF, mes déclarations de revenus, je vois pas trop ce qu'elle pourrait m'apporter de plus »

*Lucie,
28 ans, Ne voit pas l'intérêt de
prendre rdv avec un travailleur social*



« Bah je les connais oui, mais je vais pas leur demander des aides, il y a des gens qui ont bien moins que moi en ressources, et puis qui ne savent pas se débrouiller. »

*Françoise,
76 ans, l'impression de
prendre la place de
quelqu'un d'autre*



Clara,

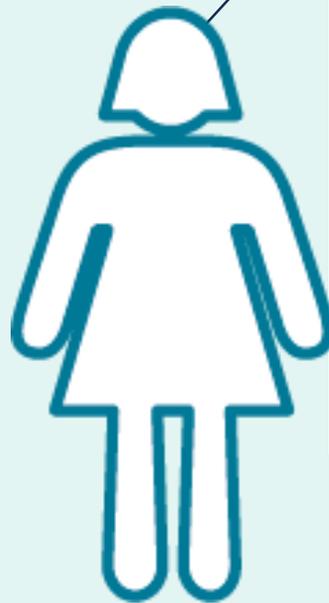
38 ans, *Déclic accidentel et importance des responsabilités familiales*

« Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! »

« Je me suis fait un peu peur. Le mois dernier j'ai dit il va falloir trouver une solution parce que je vais plus pouvoir acheter à manger en fait, ou payer les factures ».

« C'est pas quelque chose d'agréable d'aller au resto du cœur, d'aller demander des aides. En fait si je n'avais pas d'enfants je pense que je l'aurais pas fait »

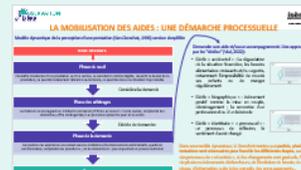


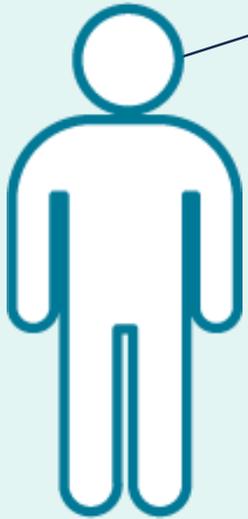


« Je pense qu'il me fallait un temps... Je sais pas... oui, pour réfléchir. Et puis avoir l'envie de me relancer et c'est pour ça que le Conseil général, la maison des services, ici, on a quand même des petites choses très aidante [...]. Et à partir du moment où j'ai décidé de me reprendre en main, j'ai pu m'appuyer donc sur Madame XX (AS), sur l'accès à internet ou pour les aides vis-à-vis des impôts et autres via la maison des services ».

« comme j'ai dit à Madame AS, je trouve que l'image me correspond tout à fait. Il a fallu que je touche le fond pour remonter »

Kate,
28 ans, *Déclic identitaire, un long processus*





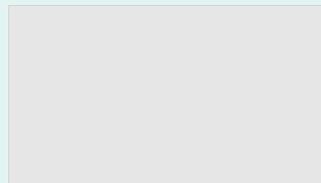
« Bah c'est l'assistante sociale, Madame [l'AS] qui m'a dit... Elle m'a dit va là-bas si t'as... » [Donc le premier endroit où vous êtes allé c'était au Département ?] Ouais je m'en rappelle plus. T'sais tu gravites entre les trucs. Là, là, là, là... ».

Pierre,
52 ans, *le flou de la première porte*



« J'ai pas eu contact avec eux [le CCAS et le Département], je sais pas exactement ce qu'ils font »

Lucie,
30 ans, *confusion entre les institutions*





Laurent, 54 ans

« [après une visite à la MDD pour la PMI] de fil en aiguille, ils ont dit MDD elle existe aussi pour d'autres services, y'a pour aussi manger, si vous avez besoin, ainsi de suite quoi. Donc on a connu ça, on en a bénéficié quelques temps ».





« Le problème, c'est toujours pareil, c'est que pour les impôts ils sont en N 0 mais pour tout le reste, ils sont encore en arrière quoi. Donc je vais avoir certainement droit à rien parce que [ma conjointe] a fait 6 mois de formation rémunérée [...] C'est une catastrophe. Du coup j'ai pas le droit aux APL pas le droit au chèque énergie ... j'ai le droit de payer tout plein pot mais j'ai de moins en moins d'argent quoi. [...] Ce décalage, pour moi, ça me fait comme quand j'étais saisonnier, que quand je travaillais pas, on me demandait de payer les impôts, puis quand je travaillais, je payais plus d'impôts quoi. Alors que c'était l'inverse qu'il faudrait, qu'on paie des Impôts quand on a des salaires quoi. Chaque fois que je me retrouvais dans une période de chômage, bah du coup je perdais à peu près 2 3 quatre cents euros là et c'est là qu'ils me demandait les impôts quoi ».

« A un moment il y aura un recalcul mais on sait très bien dans un mois ou 2 on va se retrouver encore avec des APL qui vont sauter »

« si on leur doit de l'argent, ils sont les premiers pour vous appeler pour vous dire on où nous devait de l'argent et il vous demande pas si vous êtes dans la mouise ou pas. Ils prennent-ils cherchent pas à comprendre. »

« ils arrivent à nous trouver des trop perçus, mais si vous voulez c'est des petits trop-perçus. De pas grand-chose. Et ceux qui ont des trop-perçus de je sais pas combien... »

« vous ne savez jamais ce que vous allez toucher »





Mireille, 66 ans

« La honte d'avoir la Croix Rouge devant la maison, si vous saviez... Au début j'en avais les jambes qui tremblaient ».



Carole, 24 ans

*« Nous on attend juste une réponse
et se dire « c'est bon, c'est fait ».
Donc dans l'attente on se dit est-ce
qu'ils ont bien pris en compte nos
documents ? Est-ce qu'ils ont bien
reçu le courrier ?
On est dans le doute. On se demande
si les choses ont bien été faites. ».*

PISTES ENVISAGÉES

Quelle matière partageable et exploitable ?

RECUEIL DE PORTRAITS

UN TABLEAU DE VERBATIMS D'ANALYSE CROISÉE

L'ÉTUDE INSEE

LES CR DES FOCUS-GROUP

LES ANALYSES TERRITORIALISÉES

RECUEIL DE PORTRAITS



PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES

APPROCHE PAR LES PARCOURS



PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES



ODE/DPM OCTOBRE 2023

CLARA, 38 ANS, HABITANTE DU SUD-GRESIVAUDAN

« Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! »

Situation familiale : Célibataire depuis moins d'un an, vit seule avec ses deux enfants dans un logement du parc privé
Statut d'activité : Travaille en CDI, contrat annualisé de 108h/mois en tant qu'aide à domicile

Ressources : Revenu du travail (1300€) + allocations de la CAF (prime d'activité, APL, Allocation familiale) et pension alimentaire (700€) : total d'environ 2000€

Formes de précarités : Financière

Facteurs de bascule dans la précarité : Séparation de son conjoint, déménagement puis accumulation de découverts

Historique du recours à l'action sociale : A fréquenté les restos du cœur il y a une dizaine d'années lors d'une période sans emploi

Suivi actuel : Bénéficiaire de l'aide alimentaire via les restos du cœur

Ressenti vis-à-vis du suivi : Satisfaite de la réactivité et de l'adaptabilité des restos du cœur

Facteurs de sortie de la précarité : Espère éponger son découvert progressivement, elle pense en revanche être condamnée à la précarité

Clara, 38 ans, est mère de deux enfants de 10 ans et 3 ans. Elle habite dans un village du Sud-Grésivaudan depuis 4 ans et occupe son logement depuis 9 mois. Elle a quitté son conjoint suite à des violences conjugales. Bien que son déménagement ait aggravé sa situation de découvert bancaire, Clara s'estime chanceuse d'avoir trouvé un logement avec 3 chambres à un tel prix et au vu de son statut :

« Quand je me suis séparé, j'ai réussi à avoir cet appartement. Par connaissance et par bouche à oreille, parce qu'avec deux enfants, célibataires et au SMIC, je me suis dit je ne trouverai jamais d'appartement avec trois chambres, on ne voudra jamais me louer. Les HLM il y a je ne sais pas combien d'années d'attente et moi c'était pressé... Et là c'est des amis à ma sœur qui sont propriétaires, c'est tombé qu'il soit libre et qu'ils ont confiance en moi, qu'ils ont bien voulu me le louer, et qu'ils m'ont fait un prix clairement en dessous du marché, donc j'ai de la chance un peu à ce niveau-là »

Clara est aide à domicile depuis 18 ans. Actuellement en CDI, elle travaille 108h par mois et exerce uniquement dans sa commune de résidence car elle ne dispose pas du permis de conduire. Elle commence à le financer via son CPF, mais elle estime qu'elle n'a de toute façon ni le temps pour passer le permis, ni les moyens pour financer un véhicule. Elle se fait donc aider par son père, qui la « trimballe partout » et qui garde parfois ses enfants. Elle effectue aussi des heures supplémentaires et fait des ménages chez une connaissance pour gagner un peu plus d'argent.

Financièrement, en ce moment, « c'est la catastrophe ». Malgré ses activités salariées, elle ne s'en sort pas. « Pour le moral c'est difficile. C'est déprimant. Parce qu'on travaille. Si je



PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES



ODE/DPM OCTOBRE 2023

« Je voyais pas je me dirais bon bah tu travailles pas. Mais on bosse, on court dans tous les sens, mais on s'en sort pas quand même ». Ses difficultés l'ont contrainte à se rendre aux restos du cœur à Saint-Marcellin. Elle a mis du temps avant de franchir le pas. « Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! » Le déclic est survenu au moment où sa carte bancaire a cessé de fonctionner : « Je me suis fait un peu peur. Le mois dernier j'ai dit il va falloir trouver une solution parce que je vais plus pouvoir acheter à manger en fait, ou payer les factures. ». Elle a d'abord essayé de s'en sortir sans demander d'aide, puis a fini par solliciter les restos du cœur, en partie à cause de ses responsabilités familiales : « En fait si je n'avais pas d'enfants je pense que je l'aurais pas fait ». Bien qu'au-dessus des barèmes, les restos du cœur ont accepté de l'aider au vu de l'urgence de sa situation.

Quand son père ne l'accompagne pas, Clara se rend à la distribution alimentaire hebdomadaire grâce au système de navette mis en place par le CCAS de sa commune. En dehors de l'aide pour se rendre aux distributions alimentaires, elle bénéficie également de l'aide du CCAS pour ses enfants : cartes de piscine, chèques de rentrée scolaire et chèques pour l'habillement. Elle se rend aussi au secours catholique pour ses propres vêtements. Pour le moment, elle n'a pas sollicité d'accompagnement de la part du département tant par manque de temps qu'en raison de la distance qui la sépare de Saint-Marcellin. Elle se demande tout de même si elle pourrait avoir le droit à une aide financière ponctuelle.

Pour s'en sortir, Clara compte aussi sur d'autres formes de solidarités. Pour elle, tendre la main est aussi important que de recevoir. Elle est inscrite sur un groupe Facebook « Les mamans qui déchirent », où les mères s'échangent des bons plans. De temps à autre, elle aide sa voisine de l'étage du dessus pour ses démarches administratives. Elle aussi se fait parfois aider, comme cette fois où la personne chez qui elle fait des ménages lui a donné une caisse d'abricots, où l'autre où un parfait inconnu l'a amené jusqu'à Grenoble pour un rendez-vous médical.

Malgré ce recours aux aides formelles et informelles, les conséquences de sa situation financière sur son quotidien sont omniprésentes : factures d'électricité en retard, saut de repas fréquents, renoncement à l'achat de lunettes, privation de vacances, de sorties, etc... A ces difficultés matérielles s'ajoute une forte insécurité du quotidien : « Ma grande peur c'est qu'un jour mes propriétaires décident de vendre et que je sois obligée de partir » « la peur qu'il y ait le moindre problème : mon frigo il me lâche je peux pas en racheter un ». Les perspectives d'avenir plus lointaines sont elles aussi sources d'angoisses et la sortie de la précarité semble inatteignable :

« J'ai que 38 ans, mais je me demande même, la retraite que je vais avoir c'est une angoisse quoi. Parce que je ne serai jamais propriétaire. Comment je vais vivre plus tard ? Parce que je veux pas être un poids pour mes enfants » ; « Je ferai n'importe quel autre métier je gagnerai pas beaucoup plus, j'ai pas le bac donc euh... Ça fait 18 ans que je suis dans le soin à la personne, je serai vendeuse c'est pareil, on est au SMIC, donc y'a pas vraiment de solutions quoi. » ; « Je vois pas comment ma vie, financièrement, pourrait aller mieux ».



XXXX

UN TABLEAU DE VERBATIMS D'ANALYSE CROISÉE

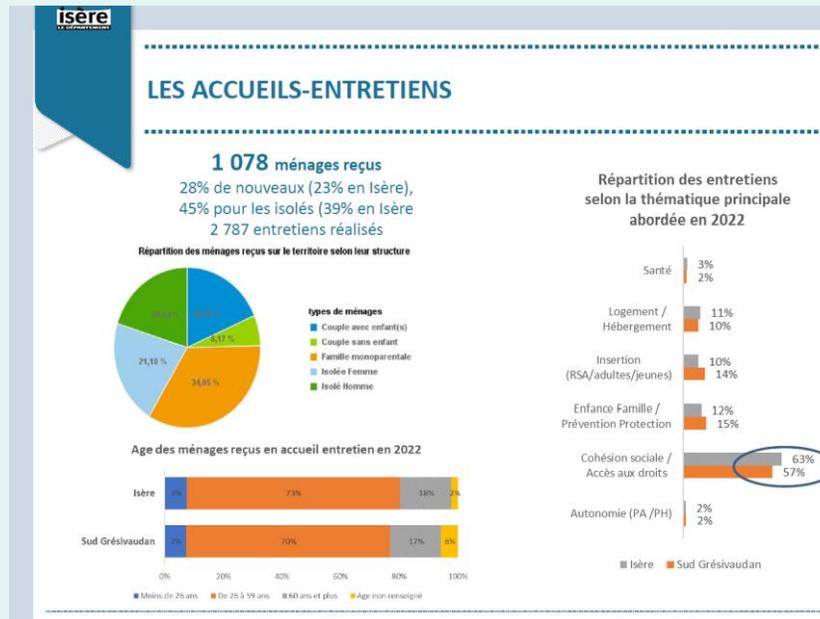
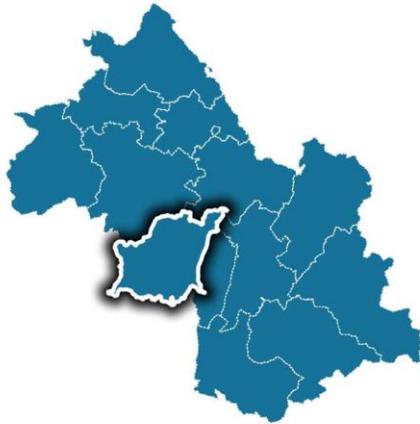
Prénom modifié		Sophie
Enquêteur		Antoine
Identifiant enquêté		6
Statut (retraité; actif...)		Actifs
Age (environ)		46
Situation familiale	Célibataire, 3 enfants dont une fille qui vit avec elle (6 ans ½)	
Situation professionnelle	conseillère en immobilier, statut d'autoentrepreneur, depuis septembre 2022	
Situation vis-à-vis du logement	« [...] les autres prennent que des CDI et les revenus d'activité, pas les revenus de la CAF [...] on peut trouver des propriétaires qui ne passent pas par des agences, mais ils ne sont pas honnêtes » ; « c'est le premier logement	
Portrait à intégrer dans l'analyse? PK? Quelle thématique?	illustre les situations de cumul de statuts professionnels et l'incertitude en termes de revenus ; illustre la méconnaissance des aides de la part de "primo demandeurs"	
Parcours de vie des gens		
Facteurs de difficultés financières		
Liens familiaux (veuvage/ séparations/ nouvel enfants/solidarités fi familiales contraignantes)	Non versement de la pension alimentaire	
Logement		
Mobilité		
Santé		
Emploi / salaires	Pressenti sur la situation financière : « catastrophique ! (rires) » Problématique de l'auto-entreprenariat en conseil immobilier : sa situation est moins bonne que prévue, du fait selon elle de la baisse des taux qui réduit la vente c	
Accès aux droits / relations aux administrations	Dégradation des ressources avec le départ de son fils en mars et la perte des allocations familiales (l'allocation de supplément familial, complément familial) : « jusque là ça allait mais les droits viennent de changer [...] à parti	
Liens sociaux / lieux de socialisation / isolement		
Autres facteurs individuels : discrimination (genre / autres CSP / immigrés...)		
Autres facteurs généraux spécifiques au territoire (poids du territoire)		
Autres facteurs généraux (ex : inflation...)	« tout augmente, sauf mes revenus qui baissent » : gaz, essence, électricité...	
Conséquences		
Restrictions oulet arbitrages financiers	Restriction générale : « vous faites pas grand-chose sans sou [...] pas de magasin, de ciné, de resto »	
dont privations d'alimentation		
dont restrictions d'activités /loisirs	« les vacances vous oubliez, quand il y a pas de sous, il y a pas de vacances »	
dont mobilité		
dont logement		
dont santé	« la CMU couvre [...] mais c'est les soins de base [...] »	
dont emploi		
Endettements		
Spécificité du territoire (aspect rural sous-jacent : le territoire aggrave la situation sur certains asp	Absence de médecins	
Autres conséquences		
Perspectives d'améliorations		
Rapport à l'avenir	Se projette positivement dans l'avenir : « les sacrifices vont finir par payer, il faut rester optimiste » ; sacrifices professionnels ; « si on est négatif et qu'on reste chez soi pleurer, c'est pas comme ça qu'on trouve des solution	
Ressources mobilisées		
Appui des pro et des asso	CCAS pour la distribution alimentaire	
Appui de la famille/proches entourages plus lointains (fi / lien social)		
Débrouille (2nd main; antigaspi; lien avec le sens porté par l'action?...)		
Emploi (ponctuel/cumul d'activité / travail au noir...)		
Autres		
Parcours et accès aux droits (représentations...)		
Connaissance des services sociaux et des associations	visins auraient pu me renseigner vu que je suis en logement social ! mais j'ai pas le temps d'aller au parc » ; n'a jamais été auparavant en contact avec les services sociaux ; « le Secours catholique « pour acheter des vêtements	
Représentation des acteurs de la solidarité et des professionnels	e vous avez pas de dettes, des choses comme ça, les AS ne peuvent rien faire pour vous. Donc si la solution c'est de se mettre des dettes partout... » ; elle prend l'exemple des fonds loge	
Connaissances et compréhension des dispositifs et démarches administratives		
1ere porte poussée	CCAS (aide alimentaire)	
Déclics de la demande d'aide	Elle est allée pour l'aide alimentaire du CCAS en janvier-février, suite à la baisse des prestations sociales (liée à son court contrat de salariée) ; « Mais ses difficultés financières étaient antérieures : « c'est un peu emmerdant c	
Pressentis de la démarche d'aide	« c'est un peu emmerdant de venir là, d'aller quémander » ; « il y en a ils aiment bien être assistés, mais c'est pas mon genre » ; « c'est pas mon genre d'aller demander, je préfère aller me débrouiller par moi-même... je vais den	
Pressenti	ander de l'aide partout. C'est sûr que en ce moment c'est compliqué. Mais quelqu'un qui fout rien, qui se bouge pas le cul... ça devrait être fait autrement [...] ceux qui font exprès de se retrouver dans cette situation là	
Satisfaction des contacts avec les acteurs		
dont institutionnel	pouvait avoir ce type d'attitude vis-à-vis du public accueilli] ; « se permet de faire des réflexions [...] « vous pourriez travailler », alors que je travaille [...] quand on est fonctionnaire, qu'on est assis sur une chaise et qu'on	
dont associatif		
Rapport au numérique / à la dématérialisation	Démat positive : « c'est fait en 10 secondes, de faire des papiers, des photocopies »	
Situations de non-recours (sur dispositifs concrets)		



LES ANALYSES TERRITORIALISÉES



ETUDE SUR LES PRÉCARITÉS VÉCUES PAR LES ISÉROIS ZOOM SUD GRÉSIVAUDAN



isère

ENSEIGNEMENTS DU FOCUS GROUP SUR LE TERRITOIRE SUD-GRÉSIVAUDAN

Problématiques saillantes

- **La mobilité** : un facteur de précarité central sur un territoire dispersé
- **La précarité administrative** : un dénominateur commun qui polarise les difficultés des publics comme des professionnels de l'action sociale
- **L'accès aux soins** : une offre globalement faible et peu spécialisée
- **Le logement** : une tension émergente autour des petites surfaces à loyer modéré



LES CR DES FOCUS-GROUP

Par territoire d'enquête

En analyse transversales (résultats mi-parcours de l'étude de janvier)

En analyse thématique

Sommaire

1. D'AUTRES PROBLÉMATIQUES QUI N'AURAIENT PAS ÉTÉ ENVISAGÉES DANS CE DOCUMENT : VOS PROPRES OBSERVATIONS EN COMPLÉMENT 7

2. PROBLÉMATIQUES SAILLANTES / PREDOMINANTES SUR LE TERRITOIRE DE LA BIEVRE 9

- > La précarité énergétique est une problématique croissante 9
- > Un territoire rural étendu nécessite de nombreux déplacements
- > Santé physique et mentale : augmentation forte de la prévalence des troubles psychiques 11
- > Les violences, physiques, psychologiques, intrafamiliales 11
- > Logements : un manque d'offre, et des problématiques d'indécences et d'inconfort 13
- > L'éloignement administrative : des publics en situation d'illectronisme s'ajoutent à des situations de non-recours aux services 14
- > L'isolement : jeunes, personnes seules et public retraités 15
- > Le surendettement et les impayés de loyer : témoins d'une importante précarité financière 15

3. POINTS DE VIGILANCE ET SOURCES DE PRÉOCCUPATION AUTOUR DE PUBLICS SPÉCIFIQUES 17

- > Des vulnérabilités supplémentaires pour le public des jeunes (16-25) 17
- > Les personnes vieillissantes : autonomie et précarité financière 19
- > Les publics allophones ou en situation d'illectronisme et/ou d'illectronisme : un public qui cumule les difficultés 20
- > Personnes en situation de handicap : des difficultés exacerbées 20

5 PRECARITE VECUES EN ISERE L'AGENCE

PRÉCARITÉS RURALES EN ISÈRE

RÉSULTATS MI-PARCOURS

Précarités vécues par les habitant-es des espaces ruraux d'isère

24/01/2023

Document mi-parcours : n'hésitez pas à nous interpellier !

Cité quartier de Montessuy, Renage 2018

Retraités		
Oisans	Bievre / Isère Rhodanienne	Sud-Grésivaudan
<ul style="list-style-type: none"> Des « effets ciseaux » en cours et à venir : baisse des aides sociales / hausse du coût de la vie. La crainte d'une recrudescence des travailleurs et retraités pauvres sur le territoire Eloignement des services (accès à l'habitat social) Services d'aide à la personne (maintien à domicile des personnes âgées) De nouveaux publics qui poussent la porte des services sociaux ou des associations caritatives Les personnes âgées : « Vieillir en Oisans, c'est devenir précaire » Perte brutale de ressources lors du passage à la retraite Distance des services spécialisés et contrainte de la mobilité Manque de moyens humains, matériels et financiers pour le maintien à domicile : des situations de danger pour les personnes Places en EHPAD limitées 	<ul style="list-style-type: none"> L'isolement : jeunes, personnes seules et publics retraités Un territoire traversé par des situations d'isolement, dont les publics concernés présenteraient davantage de difficultés pour recourir aux droits, pour réaliser les démarches administratives, et pour tirer du lien social La santé mentale des habitants se détériore Une problématique en augmentation qui toucherait l'ensemble des publics, et particulièrement les jeunes et les personnes isolées. Des problématiques en augmentation également parmi les seniors, dont une partie vieillit au sein d'un domicile éloigné des équipements de santé et services. Les personnes vieillissantes : autonomie et précarité financière Isolément important pour des personnes âgées vieillissantes, au sein de maison individuelle parfois éloignée des services. Parmi elles : des phénomènes de veuvage qui accélèrent la perte d'autonomie. 	<ul style="list-style-type: none"> Les publics qui concentrent le plus l'attention : Les retraités et personnes âgées, isolées et éloignées des services et peu mobiles Les facteurs de bascule identifiés : L'isolement familial pouvant avoir des effets en cascade sur des personnes âgées précaires qui interviennent pour aider enfants et petits-enfants. Ex. des jeunes qui aident leurs aînés et ne parviennent pas à s'autonomiser La précarité administrative : retards d'accès aux droits, non-recours et absence d'autonomie S'orienter : La dématérialisation et l'absence d'accueil physique crée de l'isolement et de la détresse psychique. Les organismes tels que France Service ne sont pas bien identifiés par tous les publics et l'accès physique pas toujours possible (mobilité). La connaissance des droits reste elle aussi lacunaire. Ex. des personnes âgées qui ne mobilisent pas l'ASPA (Aide de Solidarité pour les Personnes Agées)

4. LES FACTEURS DE BASCULE IDENTIFIÉS 21

- > D'une situation de vulnérabilité à l'entrée en précarité ... Liste des facteurs de bascule 21

5. CE QUI MARCHE BIEN SUR LE TERRITOIRE : LES FILETS DE PROTECTION, LES FACTEURS DE SORTIE DE SITUATION DE PRÉCARITÉ 22

- > Liste des atouts du territoire cités au cours de l'entretien collectif : 22

6. CE QUI MARCHE MOINS BIEN QUE LE TERRITOIRE : LES ANGLES MORTS ET TROUS DANS LA RAQUETTE 24

- > Le renouvellement associatif en berne 24
- > L'accompagnement au numérique manque de moyens 24
- > Recourir à l'aide sociale : entre méconnaissance, stigmatisation et représentations 24
- > La difficulté croissante d'accéder à un travailleur social 25
- > Une interrogation sur les mécanismes de recours à certains dispositifs d'insertion professionnelle : 25
- > L'accès à l'accompagnement psychologique n'est pas suffisamment conventionné 26
- > Développer l'offre de mobilité du territoire : 26
- > L'habitat intergénérationnel pour répondre au besoin de logement et de lien social 26

6 PRECARITE VECUES EN ISERE L'AGENCE

3. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DES FOCUS GROUP

IV. Comment ça pourrait se passer autrement et concrètement sur ces territoires : les pistes d'amélioration souhaitables pour les acteurs rencontrés

- Des attentes**
 - Humaniser l'action sociale
 - Renforcer les maillages partenariaux
 - Sortir des logiques « appels à projet » non pérennes
 - Améliorer la lisibilité des ressources : acteurs, services, dispositifs...
 - Rouvrir des permanences locales des organismes de prestation : CAF, CPAM, Caisses de retraite...
 - Dynamiser la relation aux élus
 - Lieux de rencontre et d'activité habitants, ouverts et non centrés sur le « social »
 - Financer des opérateurs pour accompagner la rénovation énergétique à destination des propriétaires bailleurs et occupants
 - Développer l'offre territoriale : médicale, socio-éducative, culturelle, sportive, TC, couverture numérique, logement...
- Des points d'attention**
 - Expression des besoins
 - Rapport moyens/efficacité

17 L'AGENCE

Mobilité		
Oisans	Bievre / Isère Rhodanienne	Sud-Grésivaudan
<p>Mobilité : la contrainte de la distance dans un contexte d'accroissement des coûts de déplacement</p> <p>Impact sur les budgets, renforcement des arbitrages entre postes de consommation : une source d'isolement et de précarité</p> <p>Spécificité du contexte rural : distance des services, commerces, travail... La mobilité est une nécessité mise sous tension :</p> <ul style="list-style-type: none"> Envoyées du prix des carburants Coût de la possession et de l'entretien d'un véhicule personnel <p>Inadaptation des horaires de transport en commun aux besoins de mobilité de la population, particulièrement en dehors des périodes touristiques</p> <p>Coût de la vie en Oisans : pression touristique et concurrence limitée</p> <p>Des prix plus élevés que la moyenne</p>	<p>Un territoire rural étendu nécessite de nombreux déplacements</p> <ul style="list-style-type: none"> Un territoire dont la mobilité individuelle est structurante : Au sein du territoire, toutes les pratiques de vie quotidienne sont dépendantes des moyens de déplacement, principalement individuels. Les gares sont structurantes et leur emplacement influence les stratégies résidentielles et d'insertion professionnelle « Chez nous la mobilité est un enjeu très important. Tout le monde n'a pas le droit au Tacot, il faudrait trois fois l'offre actuelle du Tacot » <p>En Bievre-Valloire, des habitants des campagnes commencent à déménager pour rejoindre les grandes villes car ils n'ont plus les moyens d'acheter et d'entretenir un véhicule. Ils se rapprochent des transports en commun. « Puis vu ce qu'il va se passer avec ZFE ça va être encore autre chose... ». Les participants soulignent que parmi les actifs, une partie se rend quotidiennement à Grenoble ou dans la Métropole pour travailler, à l'aide d'un véhicule ancien.</p> <p>Manque de transport à vélo :</p> <p>Pas de voie verte, peu d'espaces sécurisés pour pratiquer le vélo autrement que pour le loisir</p>	<p>La mobilité : un facteur de précarité central sur un territoire étendu et multipolaire</p> <p>Malgré une bonne fréquence de trains et de bus sur les lignes principales, une offre déficiente en transport en commun ne permettant pas de se déplacer facilement sur le territoire en l'absence d'un véhicule personnel (lignes « Horaires »)</p> <p>Une difficulté qui touche en premier lieu les personnes précaires et les jeunes en particulier, en fragilisant l'accès aux ressources, les parcours scolaires (bénévolat, retraités...), la mobilisation des ressources présentes au sein du territoire, les parcours d'accompagnement (se rendre à un rendez-vous...)</p> <p>« J'ai par exemple une personne qui vient en stop de Renneval pour venir chercher son colis. Mais les autres personnes ne viennent pas, ne se signalent pas, on est trop loin »</p> <p>« On a des jeunes de familles précaires, on arrive à faire des bons pour que les gmins puissent participer à des activités sportives, habiter à l'ASPA... »</p> <p>Souhaite : les parents enfants qui font pas</p>

L'ÉTUDE INSEE

Insee
Mesure pour comparer

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE EN ISÈRE
Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 167 • Juillet 2023

En Isère, à l'été 2021, 422 000 personnes perçoivent la situation financière de leur foyer comme juste, difficile ou très difficile. Elles représentent 41 % de la population âgée de 15 ans ou plus. Parmi elles, huit sur dix ressentent déjà des soucis financiers au printemps 2020, durant les premiers mois de la crise sanitaire. Celles qui vivent en ville, en dehors des grands centres urbains, sont plus concernées que celles qui habitent dans l'espace rural. Les personnes les moins diplômées ainsi que les chômeurs sont plus particulièrement exposés. Les Isérois qui ressentent des soucis financiers déclarent également un moins bon état de santé général, présentant en particulier des syndromes dépressifs.

Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers

Initié par Insee et la Drees dès le début de la crise sanitaire de 2020, l'enquête Épidémiologie et Conditions de Vie liées au Covid-19 (EpiCov) a pour objectif initial de renseigner sur la diffusion du virus dans la population et sur les conséquences de l'épidémie sur le quotidien et la santé des Français. Source.

À travers le ressenti des Isérois sur leur situation financière et leur état de santé, cette étude met en lumière une nouvelle population fragile, susceptible de réaliser dans l'avenir des démarches d'aide sociale, qui pourrait s'ajouter au contingent des personnes en fragilité sociale déjà repérées par les dispositifs en place. Cet indicateur subjectif est aussi important pour les décideurs qui rapproche l'objectif du taux de pauvreté (moins de 10 %). Caractériser ces populations fragiles permet dès lors de cibler les actions de prévention et de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la crise sanitaire et économique. Le mot du partenaire.

En Isère, à l'été 2021, après le troisième confinement lié à l'épidémie de Covid-19, 422 000 personnes de 15 ans ou plus (soit 40 % des adultes) déclarent être préoccupées par la situation financière de leur foyer. Elles se perçoivent comme étant juste (« c'est juste, il faut faire attention »), difficile (« vous y arrivez difficilement ») ou très difficile (« vous ne pouvez y arriver sans avoir de dettes ou avoir recours au crédit à la consommation »). Ces soucis financiers concernent ainsi 41 % des adultes du département. Un niveau identique à celui de la région et inférieur d'un point au niveau national (Figure 1). Parmi eux, près de 110 000 adultes perçoivent la situation financière de leur foyer comme difficile ou très difficile. Ces personnes représentent 11 % des Isérois et sont considérées comme étant en grande difficulté financière (comme en France, et un point de plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes). A contrario, 606 000 personnes estiment ne pas avoir de soucis financiers ; elles considèrent que leur foyer est « à l'aise » financièrement, ou que « ça va ».

En mai 2020, lors du premier confinement, 45 % des Isérois déclaraient des soucis économiques, soit quatre points de plus qu'à l'été 2021. Ce constat est équivalent à celui de la région et du pays. Par ailleurs, 13 % des adultes étaient en grande difficulté financière en Isère, soit deux points de plus qu'à l'été 2021.

Pour mémoire, au printemps 2020, la situation financière se dégradait particulièrement en Isère (comme en Savoie, Haute-Savoie et en

En partenariat avec :

isère
LE DÉPARTEMENT

Le mot du partenaire

Le travail social vivant dans un contexte de transformations structurelles profondes de la société et de crises conjuguées influant sur les formes et modalités des pratiques sociales. Le Département de l'Isère, chef de file de l'action sociale, souhaite à tous égards sensibiliser et accompagner les habitants via un dispositif innovant et évolutif. Ces compétences permettent d'offrir le plus en matière de politiques sociales pour apporter leur efficacité (premier aspect social) mais également de répondre, progressivement, à des enjeux de santé, plus particulièrement liés à la santé mentale et à l'accompagnement des personnes défavorisées en Isère (PMAUD...). et notamment la réflexion du Département et de ses partenaires sur les actions permettant de développer une logique préventive d'accompagnement des jeunes et des Isérois.

Département de l'Isère

3. Carte de densité en Isère et part des personnes ayant des soucis financiers selon le type de territoire

Type de territoire

Type de territoire	Isère		Auvergne-Rhône-Alpes	
	Été 2021	Printemps 2020	Été 2021	Printemps 2020
Ensemble urbain	44	45	41	44
dont grands centres urbains	39	41	42	44
dont centres urbains intermédiaires et petites villes	49	51	43	42
dont centres urbains	45	44	35	40
Ensemble rural	34	45	41	45
dont bourgs ruraux	37	42	41	43
dont rural à habitat dispersé et très dispersé	32	45	41	45
Ensemble	41	45	41	44

Source : Insee-Drees, enquête EpiCov, vagues 1 et 2.

4. Part des Isérois et des habitants d'Auvergne-Rhône-Alpes déclarant des soucis financiers à l'été 2021 et au printemps 2020 selon leur diplôme

Le niveau de diplôme est un déterminant important de la situation professionnelle d'une part et du niveau de salaire d'autre part. Les études montrent que plus le niveau de diplôme est élevé, plus le taux de chômage est faible et plus le niveau de rémunération augmente.

De fait, les chômeurs déclarent beaucoup plus souvent être préoccupés par leur situation financière (environ les trois quarts d'entre eux) que les actifs en emploi.

Un quadragénaire Isérois sur deux ressent des soucis financiers

Le fait de ressentir des soucis financiers croît avec l'âge jusqu'à la quarantaine, puis diminue progressivement (Figure 5). En effet, cinq quadragénaires sur dix sont concernés tandis que quatre personnes âgées de 30 à 39 ans sur dix déclarent des difficultés économiques, situation identique à celle des Isérois âgés de plus de 50 ans. Plus précisément, 49 % des quadragénaires Isérois ont des soucis financiers à l'été 2021 (soit trois points de plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes, mais quatre points de moins qu'en mai 2020). Ce pic autour de la quarantaine s'explique par les contraintes financières qui pèsent fréquemment sur cette classe d'âge, telles que les enfants à charge, éventuellement cumulés à des remboursements de prêts immobiliers ou un loyer élevé.

Au contraire, les plus jeunes sont moins préoccupés par leur situation économique que les autres (37 % des Isérois de moins de 25 ans à l'été 2021). Ce constat est contre-intuitif s'agissant des jeunes pour qui le niveau de vie est notoirement plus faible. Parmi les plus modestes financièrement, les jeunes sont ceux qui souffrent le plus souvent leur niveau de vie perçu par rapport à la mesure statistique de celui-ci. Ainsi, les jeunes accepteraient davantage l'idée d'avoir un niveau de vie plus faible au début de leur vie active. Par ailleurs, des aides intergénérationnelles peuvent compléter leurs revenus et ainsi jouer sur leur ressenti. D'autre part, si le niveau de vie des jeunes est plus faible, la part des dépenses incompressibles de ces ménages (dépenses non arbitrables, liées à l'alimentation, la santé, l'éducation, ou le transport par exemple) est aussi plus faible que la moyenne. Cela signifie

5. Part des Isérois déclarant des soucis financiers en fonction de l'âge à l'été 2021

Source : Insee-Drees, enquête EpiCov, vagues 1 et 2.

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 167 | Juillet 2023